

SOMMET EUROPE-AFRIQUE

**BUSINESS SUMMIT
LISBONNE LE 7 DECEMBRE 2007**

ALLOCUTION DE MONSIEUR BAIDY AGNE

PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU SENEGAL (CNP)

**REPRESENTANT DE LA CONFEDERATION PANAFRICAINNE DES
EMPLOYEURS (CPE)**

Monsieur le Président de l'Union Européenne,

Monsieur le Président de l'Union Africaine,

Monsieur le Président de la Commission Européenne,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,

Monsieur le Président du Bussiness Europe,

**Monsieur le Président de l'Association Industrielle et de la
Bussiness Confederation du Portugal,**

Mesdames et Messieurs,

C'est toujours avec un très grand plaisir que je viens à Lisbonne, l'une des villes les plus cosmopolites d'Europe.

Lisbonne, cette grande capitale qui a su garder tout le charme de l'authenticité de son histoire, de ces rencontres historiques avec l'Afrique, l'Orient, les Indes et l'Amérique.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais au nom de la Confédération Panafricaine des Employeurs (CPE) remercier très sincèrement la Présidence de l'Union Européenne, le Portugal, d'avoir pris l'initiative d'organiser ce Sommet Entrepreneurial Europe - Afrique.

La CPE regroupe les organisations d'employeurs nationales les plus représentatives de l'Afrique. Nous sommes à Lisbonne pour renforcer notre partenariat avec nos organisations sœurs d'Europe, avec lesquelles nous parlons d'une seule voix au sein de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE).

Nous sommes à Lisbonne pour construire notre Futur, ce Futur « Europe-Afrique ».

Ce Futur à construire avec notre partenaire européen, le Business Europe, mais aussi dans le cadre d'une vision, celle de l'Agenda du Travail Décent tel que défini par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Nous sommes à Lisbonne pour rechercher cette convergence d'intérêts entre le Pouvoir Economique Africain et le Pouvoir Economique Européen.

L'Entreprise africaine répond ainsi OUI, je suis présente à Lisbonne ; OUI, la Confédération Panafricaine des Employeurs (CPE) fera entendre ma Voix, car le développement économique et social de l'Afrique dépend pour une grande part de l'Entreprise.

Car cette Afrique ne peut se construire :

- Sans les entrepreneurs ;
- Sans ceux qui prennent tous les jours les risques d'investir, de créer des emplois et de produire la richesse.

Mesdames et Messieurs,

Avoir des Ambitions pour le développement du Partenariat « Europe-Afrique », c'est tout le sens qu'il convient de donner à notre « Business Summit ».

L'Europe est le Partenaire Historique de l'Afrique.

Cette Europe qui représente plus du quart (1/4) du PIB mondial.

Cette Afrique composée en grande majorité de Pays les Moins Avancés (PMA).

Cette Europe et cette Afrique qui partagent une Histoire.

Cette Europe et cette Afrique qui doivent envisager l'Avenir avec confiance et sérénité.

Mesdames et Messieurs,

Pour la construction de ce Futur « Europe-Afrique » :

- Une vision nouvelle s'impose ;
- Une dynamique nouvelle doit s'installer.

Je dirais que le Temps est à **la Rupture, à la Responsabilité et à l'Engagement** :

- ***Rupture, Responsabilité et Engagement*** afin que les partenaires africains et européens se comprennent mieux ;
- ***Rupture, Responsabilité et Engagement*** pour que les entreprises africaines et européennes soient présentes sur les marchés d'aujourd'hui et de demain ;
- ***Rupture, Responsabilité et Engagement*** pour améliorer les conditions de vie des populations africaines et européennes.

Je dirais que l'Entreprise africaine et l'Entreprise européenne doivent des réponses aux générations actuelles et futures, et ce même si :

- *l'Ordre Economique*, l'allocation optimale de ressources pour la réalisation d'objectifs de croissance, sont de la responsabilité de nos Etats, de la Commission Européenne, de l'Union Africaine et de nos Institutions sous-régionales ;
- *l'Ordre Social*, l'organisation de la solidarité ainsi que l'équité par un soutien aux imperfections de la mondialisation, sont aussi de la responsabilité de nos Etats, de la Commission Européenne, de l'Union Africaine et de nos Institutions sous-régionales.

Mesdames et Messieurs,

Nos Etats sont parties-prenantes dans plusieurs accords commerciaux bilatéraux, régionaux et internationaux.

Comment pouvons-nous ne pas nous interroger sur la dimension économique et sociale des Accords de Partenariat Economique Régionaux avec l'Union Européenne ?

Comment pouvons-nous ne pas nous interroger sur les enjeux de la mondialisation ?

Comment allons-nous Construire ce Futur « Europe-Afrique », sachant qu'au niveau mondial, qu'au niveau de chaque Nation, l'heure est à la recherche de solutions originales et pérennes à même de renforcer la compétitivité des entreprises, de lutter contre le chômage ?

Pire en Afrique, nous parlons de lutte contre la pauvreté, de lutte contre l'exclusion sociale.

La vérité, nous la connaissons : l'Entreprise est le Bras Armé de toute Nation tournée résolument vers le progrès et la satisfaction des besoins de sa population.

Regardons le Monde : Quel pays développé ou émergent ne se protège pas ? N'accompagne pas ses entreprises à la conquête des marchés extérieurs ? Ne fait pas prévaloir ses intérêts au niveau des organismes et instruments de coopération multilatérale ?

Il nous faut ensemble, européens et africains, mieux organiser notre solidarité, renforcer nos avantages comparatifs respectifs par rapport au reste du monde, promouvoir l'investissement privé européen en Afrique, et soutenir la co-entreprise euro-africaine.

Cette vision peut favoriser une meilleure insertion de l'Afrique dans le commerce mondial des biens et de services. Cette vision peut aussi renforcer cette part de l'Europe dans les échanges commerciaux mondiaux.

Cette contribution de l'Afrique au commerce mondial de l'ordre de 2% depuis les années 60 et provenant pour l'essentiel de l'Afrique du Sud et de huit (8) pays exportateurs de combustibles n'est plus acceptable.

Cette Afrique qui n'enregistre que 3% des flux mondiaux d'Investissement Direct Etranger (IED), dont le quart (1/4) est orienté vers l'Afrique du Sud, et le reste partagé entre les Pays d'Afrique du Nord et les Pays Pétroliers.

Cette Afrique dont le ratio Aide Publique au Développement (APD) par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) est de l'ordre de 1,7% en Afrique du Nord, de 4,7% en Afrique Subsaharienne, et de 10,3% pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Cette Afrique-là doit se réveiller.

Mesdames et Messieurs,

Le réveil a sonné pour l'Afrique.

La sonnerie c'est les Accords de Partenariat Economique Régionaux avec l'Union Européenne !

L'Afrique s'interroge. Son peuple est inquiet.

Oui, l'Afrique s'interroge encore à trois (3) semaines de la date butoir du 31 décembre 2007.

L'Afrique est divisée entre l'APE « allégé et progressif », le Système Généralisé des Préférences (SPG), et le maintien du régime commercial de Cotonou.

Que reproche-t-on à l'Afrique qui s'interroge ?

De ne pas s'engager sans évaluation précise des impacts positifs et négatifs de l'APE sur le secteur productif, le budget des Etats, les emplois et les systèmes de protection sociale ?

Cette Afrique-là n'a que quelques certitudes, mais de grande importance :

- cette perte d'importantes recettes douanières pour les Etats ;

- cette baisse de la capacité des Etats en matière de financement des investissements publics, notamment dans des secteurs prioritaires tels que l'Education et la Santé ;
- cette non-compétitivité des principales filières de production.

Que reproche-t-on à cette Afrique qui s'interroge ?

De ne pas s'engager alors que des questions essentielles n'ont toujours pas été examinées, notamment, celles portant sur :

- l'accès au marché ;
- le taux de couverture des produits ;
- les produits sensibles ;
- les règles d'origine ;
- le rythme du désarmement tarifaire ;
- la libéralisation du commerce des services ;
- la durée de la période de transition ;
- l'évaluation de l'impact fiscal net ainsi que les mécanismes de compensation.

Que reproche-t-on à cette Afrique qui s'interroge ?

De ne pas s'engager alors que de profonds désaccords existent avec l'Union Européenne sur :

- la prise en compte de la « dimension développement » ;
- ainsi que notre demande d'exclusion des négociations les questions relatives aux marchés publics et aux normes du travail.

Que reproche-t-on à cette Afrique qui s'interroge ?

De ne pas s'engager au regard de l'état d'avancement du processus d'intégration économique aux niveaux des différentes régions africaines :

- Pas de Tarif Extérieur Commun ;
- Pas de Code Communautaire sur l'Investissement et sur la Concurrence ;
- Pas de politiques sectorielles communautaires, ni de stratégies harmonisées sur les obstacles techniques au commerce, la normalisation, la propriété intellectuelle, les services, les secteurs de production, etc.

Mesdames et Messieurs,

C'est vrai, l'Afrique a signé l'Accord de Cotonou le 23 juin 2000. Elle doit respecter ses engagements contractuels.

C'est vrai, l'Afrique vient de saisir les enjeux économiques et sociaux de ce qu'elle a signé en 2000.

C'est vrai l'Afrique s'est mise tardivement au travail ; elle doit en assumer les conséquences.

C'est vrai, la part de responsabilités de l'Afrique est grande.

Mais c'est vrai aussi, que l'Europe a la sienne.

Cette Europe ne parlant pas le même langage que l'Afrique dès l'ouverture des négociations :

- Priorité au désarmement tarifaire progressif, à la flexibilité et à l'asymétrie dans les échanges, pour l'Europe ;
- Priorité à la mise à niveau de son secteur productif, au renforcement de ses capacités productives, pour l'Afrique.

La Vérité, je la dis à l'Europe.

Ce que veut l'Afrique, ce que veut le secteur privé africain dans la construction de ce Futur « Europe-Afrique », c'est un partenariat Gagnant/Gagnant.

L'Afrique, c'est encore les Pays les Moins Avancés (PMA).

L'Afrique, c'est aussi ces pays en crise politique, civile et institutionnelle ; alors qu'il n'est plus à démontrer que démocratie, bonne gouvernance, politique macro-économique saine, stabilité politique et paix sociale, constituent des leviers indispensables à l'éclosion de nos énergies africaines.

Mieux, l'Afrique c'est ce continent qui n'a pas amélioré ses capacités d'offres à l'exportation vers l'Union Européenne, malgré « l'Initiative Tous sauf les Armes » dont elle a bénéficié depuis des années. Oui, l'essentiel de nos exportations, soit 70% en moyenne repose encore sur quelques produits (4 à 5 produits), essentiellement de produits primaires.

Cet accès préférentiel au marché européen, l'Afrique ne peut s'en passer : 43% des exportations africaines vont vers l'Europe.

L'Europe est le 1^{er} Client de l'Afrique, mais l'Europe est aussi le 1^{er} Fournisseur de l'Afrique. Ce marché de plus de 945 millions de consommateurs.

Mesdames et Messieurs,

Ce que veut l'Afrique, ce que veut le secteur privé africain dans la construction de ce Futur « Europe-Afrique », c'est un partenariat Gagnant/Gagnant : une concurrence saine et loyale entre les entreprises européennes et africaines.

Les APE doivent être compatibles avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

La Vérité je la dis aussi à l'OMC, l'arbitre de cette mondialisation :

- Cette mondialisation où les « Poids Lourds » peuvent pratiquer le dumping monétaire, le dumping fiscal, le dumping écologique et environnemental ;
- Cette mondialisation où les « Poids Plumes », comme nos pays africains, ne peuvent se protéger contre toute sorte de concurrence déloyale.

Oui, combien d'entreprises africaines, combien de pays africains ont les capacités techniques et financières d'engager des procédures de règlements de différends à l'OMC.

Si l'Europe croit en l'Afrique, elle peut faire plus et mieux que l'OMC.

L'Europe peut accompagner l'Afrique dans la mise à niveau de ses entreprises, dans la mise à niveau de ses infrastructures de base et énergétiques, dans la mise à niveau de son système éducatif et de formation professionnelle.

Mais l'Afrique doit également soutenir cette Europe dans les négociations de l'OMC : Oui, ceux qui s'entraident le plus, doivent toujours s'unir et parler d'une seule voix. Le combat de l'Europe doit être aussi celui de l'Afrique.

Ensemble l'Europe et l'Afrique, nous pouvons réguler cette mondialisation, la rendre plus juste et créer des opportunités de croissance pour tous, tels que définis par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

L'entreprise africaine demande très peu de choses. Elle ne sollicite aucune subvention, elle n'exige que l'équité par un soutien aux imperfections de cette mondialisation.

Mesdames et Messieurs,

Un (1) africain sur deux (2) vit dans l'extrême pauvreté avec moins d'un (1) \$ par jour.

Les 2/3 des pays africains sont des PMA.

L'Afrique d'Aujourd'hui, c'est 15% de la population mondiale.

L'Afrique de Demain, c'est 22% de la population mondiale.

Si cette Afrique ne produit rien ; si l'Entreprise africaine ne génère suffisamment de valeur ajoutée productive, de richesse, d'emplois productifs ; si cette Afrique est transformée en « souk » ; alors cette Afrique-là ne peut donner un pouvoir d'achat décent à sa population et ne subsistera que grâce à l'aide extérieure.

Et sa jeunesse, cette jeunesse africaine sans emploi, n'aura d'autres choix que la mendicité, le vol et l'émigration clandestine.

Mesdames et Messieurs,

La Vérité, il faut la dire : Le Futur de l'Afrique, c'est le Parti de l'Entreprise.

Dans la construction de ce Futur « Europe-Afrique », la priorité des priorités c'est l'accroissement des investissements, ainsi que des emplois décents et productifs en Afrique.

A moins que, sait-on jamais, cette Europe soit disposée à accueillir davantage de vagues d'immigrés clandestins dans des conditions d'humanité.

La Vérité, il faut la dire : Aucun Chef d'entreprise aussi « africain, républicain, patriote » soit-il, ne saurait maintenir ses investissements et préserver des emplois dans des secteurs non compétitifs dans le cadre de l'APE.

Dans mon pays, comme dans tant d'autres pays africains :

- Chaque année, nous enregistrons près de 200.000 nouveaux actifs en quête du premier emploi ;
- 43% de la population a moins de 15 ans ;
- 35% de la population a entre 15 et 34 ans ;
- 25% des travailleurs ayant perdu leur emploi sont des chômeurs de très longue durée.

Et pourtant le Sénégal, ce n'est que 12 millions d'habitants.

La réalité : la voici.

L'urgence :

- C'est la mise en œuvre du plan d'actions du Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur l'Emploi et la Réduction de la Pauvreté.
- C'est la mise en œuvre de l'Agenda du Travail décent de l'OIT.

L'OIT doit être plus présente dans la construction de ce Futur « Europe-Afrique ». Elle vient de se saisir de cette dimension sociale des APE.

Aucune Institution Internationale n'est mieux habilitée que l'OIT pour veiller à un partenariat Gagnant/Gagnant entre l'Europe et l'Afrique, et ne dispose d'autant de capacités pour promouvoir l'emploi productif et le travail décent.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe est le partenaire historique de l'Afrique.

De nouvelles régions du Monde, de nouveaux pays découvrent cette Afrique si riche en ressources naturelles et en ressources humaines.

Ce partenariat « Europe-Afrique » Gagnant/Gagnant, c'est agir ensemble pour une plus grande valorisation des ressources africaines, la promotion de l'investissement privé européen en Afrique, le développement de la co-entreprise euro-africaine.

Les multinationales, les grandes entreprises ainsi que les PME européennes doivent nouer des alliances stratégiques avec le secteur privé africain. Il faut être ensemble dans les concessions, les privatisations et les secteurs porteurs de croissance.

Ma conviction, **Mesdames et Messieurs**, est qu'il ne peut y avoir de dynamisme économique et de croissance partagée qui ne trouvent leurs origines dans les mentalités, dans les valeurs nationales.

Le Partenariat Gagnant/Gagnant, c'est l'Investisseur Européen avec l'Investisseur Africain, et non l'Investisseur Européen contre l'Investisseur Africain.

Dans les pays développés comme les Etats-Unis, vous avez « **le Chapter Eleven** », « **The Jones Act** », « **l'affirmative action** » : **autant de mécanismes de soutien sans limite à l'entreprise américaine.**

En France, vous avez le « **Patriotisme Economique** » de **Nicolas SARKOZY**.

En Afrique du Sud, vous avez le « **Black Empowerment Law** ».

Mesdames et Messieurs,

L'Entreprise africaine accorde une priorité à l'accélération du processus d'intégration économique régionale et continentale. Les niveaux de nos échanges intra-communautaires (12%) et continentaux (9%) sont encore trop faibles.

L'urgence :

- C'est le développement et l'interconnexion de nos infrastructures de transports terrestre, maritime et aérienne, non seulement entre elles au niveau national, mais également aux niveaux régional et continental.
- C'est la suppression des barrières non tarifaires ainsi que la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux aux niveaux régional et continental.
- C'est la mise en œuvre d'une politique régionale et continentale sur la concurrence et l'investissement.
- C'est la qualité et le coût de nos facteurs de production ;
- C'est la réduction de notre dépendance énergétique.

C'est cette réponse qui permettra à l'Entreprise africaine de mieux satisfaire les exigences du marché mondial, en termes de rapidité, de souplesse, de réactivité, de qualité et de productivité.

Mesdames et Messieurs,

Après les deux grands chocs pétroliers des années 1973/1974 et 1979/1981, deux (2) grandes menaces pèsent plus que jamais sur l'Ordre économique et social mondial.

Oui, nous avons deux (2) quasi-certitudes :

- Premièrement, l'épuisement progressif des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel ;
- Deuxièmement, le changement climatique imputable aux gaz à effet de serre.

Seul le charbon dispose de réserves évaluées à deux (2) siècles de consommation, toutefois se pose la problématique de son taux élevé de rejet de CO2.

Mesdames et Messieurs,

Il est fort probable que dans les jours, dans les mois à venir, que le cours mondial du baril de pétrole dépasse les 100 \$.

La facture pétrolière de nos pays non-membres de l'OPEP enregistre déjà une très forte croissance exponentielle, même pour ceux de la zone F.cfa qui bénéficient de cette appréciation significative de l'Euro par rapport au Dollar.

Aujourd'hui, il est malheureusement à craindre, après ces Sommets successifs des Pays membres de l'OPEP, une fixation du cours mondial du baril de pétrole à partir d'un panier de devises fortes.

Les marchés du pétrole sont à la fois des marchés physiques et financiers. L'évolution des cours mondiaux est fortement déterminée par des anticipations, par des spéculations.

La réponse à cette problématique peut être dans les fondements de partenariat « Europe-Afrique ».

L'Afrique a certes du pétrole, mais regorge de potentialités en énergies renouvelables et biocarburants :

Nous avons le Soleil.

Nous avons le Vent.

Nous avons l'Eau.

Nous avons la Biomasse.

Nous avons tant de ressources énergétiques inépuisables grâce aux cycles naturels.

L'Europe a la technologie.

L'Europe a l'expertise.

Nous pouvons ensemble définir une nouvelle politique de l'énergie, une stratégie de développement des énergies renouvelables et des bio-carburants.

Nous pouvons ensemble lever toutes les entraves à la promotion de l'investissement privé domestique et étranger :

- cadre réglementaire et juridique sécurisant pour la production, le transport et l'achat d'énergies renouvelables et de bio-carburants ;
- instruments financiers et fiscaux incitatifs à l'investissement dans les énergies renouvelables et les bio-carburants.

Ce partenariat, c'est la réponse de l'Entreprise africaine.

Mesdames et Messieurs,

Je ne saurais terminer, sans parler des Technologies de l'Information et de la Communication ! Du Fonds de Solidarité Numérique !

L'Afrique y croit.

L'Europe s'est engagée à ses côtés.

Le Président du Fonds de Solidarité Numérique, Monsieur Alain MADELIN, a toute notre confiance.

La construction de ce Futur « Europe-Afrique », c'est aussi ce débat démocratique que nous devons mener ensemble :

- Sur l'émergence d'une Afrique dématérialisée, décentralisée, interactive et globale ;
- Sur le mode de régulation du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique ;
- Sur des enjeux qui sont à la fois financiers, culturels et sociaux.

Mesdames et Messieurs,

Construire ce Futur « Europe-Afrique », c'est adhérer au Parti de l'Entreprise.

Je vous remercie de votre aimable attention.